Donald Trump reçoit Theresa May pour aborder l'ère post-Brexit

À peine installé à la Maison Blanche, Trump a reçu vendredi Theresa May pour évoquer les liens commerciaux post-Brexit et donner une impulsion différente à «la relation spéciale» entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

En devenant le premier dirigeant étranger reçu dans le Bureau ovale par le nouveau Président républicain, la Première ministre britannique réussit un coup diplomatique.

Mais elle sait aussi que ses faits et gestes seront scrutés à la loupe par les alliés des Etats-Unis qui s'interrogent sur l'attitude à adopter face au nouveau Président américain arrivé au pouvoir avec comme slogan en bandoulière : «L'Amérique d'abord.» Comme l'a montré l'entrée en matière, tendue et chaotique, de l'administration Trump avec le voisin mexicain autour du projet d'un mur à la frontière, la diplomatie américaine entre dans une ère nettement plus imprévisible. Les Européens en particulier sont clairement méfiants vis-à-vis de celui qui a vu dans le Brexit une nouvelle «fantastique».

L'administration Trump est un «défi» pour l'UE, a lancé le Président français François Hollande, quelques heures avant l'arrivée de Theresa May à la Maison Blanche.

Les deux dirigeants se sont exprimés lors d'une conférence de presse commune, la première de Donald J. Trump en tant que Président de la première puissance mondiale.

«Parfois, les contraires s'attirent», a confié, dans une étonnante formule, Theresa May, fille de pasteur réservée, évoquant sa rencontre avec l'exubérant et imprévisible septuagénaire. Sa décision de se rendre à Washington une semaine après la prestation de serment du magnat de l'immobilier a suscité une controverse au Royaume-Uni où les propos de ce dernier sur les musulmans, les femmes ou encore l'usage de la torture ont du mal à passer. Le Royaume-Uni espère que les discussions sur un futur accord commercial avec Washington démarrent rapidement mais sa marge de manœuvre reste limitée tant que le divorce avec l'Union européenne n'est pas prononcé.

Le Royaume-Uni peut «discuter» d'un éventuel accord de libre-échange avec un pays tiers, mais pas «négocier» tant qu'il reste membre de l'UE, lui a fermement rappelé la Commission européenne.

ONU et Otan à l'agenda

Je n'ai pas encore de secrétaire au Commerce», a par ailleurs souligné jeudi Donald Trump dénonçant l'obstruction de ses adversaires démocrates qui retardent la confirmation par le Sénat de son candidat, Wilbur Ross. «Ils veulent parler échanges, alors je m'en occuperai moi-même, ce n'est pas un problème», a-t-il ajouté, amusé.

A la veille de son tête-à-tête avec l'ex-homme d'affaires novice en politique, Mme May a profité d'un discours devant les élus républicains rassemblés à Philadelphie pour poser quelques balises.

Oui, il est impératif de réformer les Nations-Unies mais elles restent «vitales». Oui, les grandes organisations internationales, de la Banque mondiale au Fonds monétaire international, sont imparfaites, mais elles jouent un rôle central. Et l'Otan, a-t-elle souligné, reste «la pierre angulaire de la défense de l'Occident».

Mais c'est sur la Russie de Vladimir Poutine, pour lequel Donald Trump ne cache pas une forme d'admiration, que Theresa May a été la plus explicite. «Quand on parle de la Russie, il est sage comme souvent de prendre exemple sur le Président (Ronald) Reagan qui, dans ses négociations avec son homologue russe d'alors Mikhaïl Gorbatchev, avait l'habitude de suivre cet adage faites confiance, mais vérifiez». «Avec le Président Poutine, mon conseil c'est coopérez, mais prenez garde», a-t-elle ajouté. Les Présidents Trump et Poutine pourraient s'entretenir pour la première fois samedi par téléphone depuis l'entrée en fonction de Donald Trump, a annoncé vendredi matin le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

Donald Trump

Photos : DR

La conférence de presse dans les salons de la Maison Blanche sera, en elle-même, un rendez-vous de taille pour le nouveau Président.

Grand adepte de Twitter qu'il utilise quotidiennement, Donald Trump ne s'est plié à l'exercice qu'une seule fois au cours des six derniers mois. La dernière, le 11 janvier dans le hall de la Trump Tower à New York, il s'en était pris avec virulence aux médias. Les mêmes médias ont été accusés par avance par Donald Trump de ne pas couvrir la «marche pour la vie» vendredi des militants anti-avortement à Washington.

Les participants, venus de tous les Etats-Unis, ont fait une démonstration de force de ce défilé qui a démarré tout près de la Maison Blanche, où a été reçue Theresa May.

SYRIE

Incertitude sur la date de la reprise des négociations de Genève

La date de la reprise des négociations de Genève sur la Syrie, fixée initalement au 8 février, semblait vendredi incertaine, après l'annonce par Moscou d'un report à la fin du mois prochain mais non confirmé par l'ONU.

«La date du 8 février a été reportée à la fin du mois prochain», a annoncé vendredi matin le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, avant une rencontre à Moscou avec des opposants syriens.

Mais l'ONU, par la voix d'une porte-parole de son envoyé spécial sur la Syrie, Staffan de Mistura, n'a pas confirmé cette information.

«Il n'y a pas de confirmation que les pourparlers de février ont été reportés», a affirmé devant les médias à Genève Yara Sharif.

Elle a ajouté que «dans le cadre de l'intensification des préparatifs avant les négociations de février», M. de Mistura se rendrait lundi à New York pour consulter le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et «informer le Conseil de sécurité des derniers développements du dossier syrien». ÒπL'ONU a par ailleurs précisé que les invitations pour les pourparlers de Genève «ne sont pas finalisées».

Dans un communiqué daté du 19 décembre, l'ONU avait annoncé qu'il était «dans son intention» de convoquer ces négociations le 8 février. Depuis, M. de Mistura a toujours qualifié cette date de «cible» sans s'engager plus avant.

Grande flexibilité

Dans le passé, ce diplomate italo-suédois a d'ailleurs su faire preuve d'une grande flexibilité dans la préparation de ces négociations ultra-délicates.

En 2016, aucune des trois séries de pourparlers indirects - en février, en mars et en avril - qu'il a organisées, n'a débuté à la date prévue, en raison notamment de questions d'organisation ou de blocage sur la composition des délégations.

Toutes ces réunions se sont achevées sans résultat, les discussions achoppant à chaque fois sur le sort réservé au Président syrien Bachar Al-Assad dont l'opposition exige le départ.

Depuis l'échec du dernier round en avril, M. de Mistura a annoncé à plusieurs reprises qu'il espérait une reprise des pourparlers, sans jamais parvenir à concrétiser son souhait.

La Russie, la Turquie et l'Iran, qui ont pris de facto en main le destin de la Syrie en obtenant fin 2016 un cessez-le-feu entre l'armée syrienne et les groupes rebelles, ont répété qu'«il n'y a pas de solution militaire au conflit, qui ne peut être réglé qu'à travers un processus politique».

Les trois pays viennent d'organiser au début de la semaine à Astana une rencontre réunissant pour la première fois depuis le début du conflit syrien des représentants du régime et des combattants rebelles.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 30 décembre, les violences dans ce pays ont diminué mais n'ont pas complètement cessé.

De son côté, Staffan de Mistura a assuré que l'ONU était «prête à assister (...) au développement du mécanisme trilatéral et à s'assurer qu'il aide à renforcer la qualité du cessez-le-feu».

Le conflit qui entrera bientôt dans sa septième année a déjà fait au moins 310 000 morts et des millions de déplacés.

ISRAËL

Netanyahu de nouveau interrogé par la police

La police israélienne a interrogé de nouveau vendredi Benjamin Netanyahu pendant plusieurs heures pour des faits présumés de corruption, qui placent le Premier ministre sous une pression grandissante, ont rapporté les médias.

C'est la troisième fois que M. Netanyahu répond aux questions des policiers d'une unité spécialisée, ont dit les médias. La police, comme les fois précédentes, s'est gardée de confirmer. M. Netanyahu fait l'objet depuis fin 2016 de deux enquêtes: l'une pour des cadeaux luxueux que sa famille et lui sont soupçonnés d'avoir reçus de la part d'hommes d'affaires, l'autre pour avoir tenté de négocier une couverture journalistique plus favorable avec le patron du plus grand quotidien national payant.

Il dément toute fraude. Selon les médias, M. Netanyahu a reçu pendant sept ou huit ans des boîtes de cigares de choix de la part d'Arnon Milchan, homme d'affaires israélien, producteur hollywoodien et ami du Premier ministre. La valeur totale de ces cigares s'élèverait à des dizaines de milliers de dollars.

L'homme d'affaires aurait également offert à l'épouse du Premier ministre, Sara, du champagne d'une valeur d'une centaine de dollars la bouteille. M. Netanyahu s'est défendu mercredi avec véhémence devant le Parlement.

«Aucun délit n'a été commis», a-t-il dit, dénonçant les soupçons contre lui comme une «mauvaise plaisanterie». «On a le droit d'accepter des cadeaux de la part de ses amis», a-t-il insisté. «L'objectif est clair: faire tomber le gouvernement (...) que je dirige, et tous les moyens sont bons», a-t-il lancé. «J'ai une nouvelle pour vous : je dirigerai encore l'Etat d'Israël dans de nombreuses années», a-t-il prédit. Cependant, M. Netanyahu est menacé par deux autres dossiers, dont l'un porterait sur un important marché d'acquisition de sous-marins de guerre à l'Allemagne, rapportait cette semaine la chaîne Channel 10.

La transaction est suspecte de conflit d'intérêts, disent les médias israéliens. L'un des avocats personnels de M. Netanyahu, David Shimron, serait également le représentant en Israël de l'homme d'affaires israélien Miki Ganor, agent de l'entreprise allemande ThyssenKrupp Marine Systems, à laquelle Israël a acheté six sous-marins et qui pourrait lui en construire trois supplémentaires, disent-ils. En outre, un rapport potentiellement dommageable pour M. Netanyahu menace de sortir prochainement sur la conduite de la guerre dans la bande de Ghaza en 2014.

M. Netanyahu, 67 ans, est à la tête du gouvernement depuis 2009, après un premier mandat entre 1996 et 1999. Il a été soupçonné à plusieurs reprises par le passé, sans être inquiété.